

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. **XII-bis** N. 68

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

II parte della 53^a Sessione ordinaria
(Parigi, 3-5 dicembre 2007)

Raccomandazione n. 810 (1)

L'Europa e le missioni di mantenimento della pace in Medio Oriente

Annunziata il 29 aprile 2008

L'ASSEMBLÉE,

(i) Exprimant son plein soutien aux forces nationales européennes engagées dans la Force intérimaire pour le Liban (FINUL II), déployées sous le commandement de l'ONU au Liban et en Méditerranée;

(ii) Exprimant son plein soutien aux personnels européens détachés auprès du Bureau de coordination de l'Union euro-

péenne pour le soutien à la police palestinienne (EUPOL COPPS) et de la mission d'assistance à la frontière de l'Union européenne (EU BAM Rafah) dans les Territoires sous administration palestinienne;

(iii) Considérant que l'engagement actif de l'Union européenne dans la gestion des crises au Moyen-Orient est une contribution importante à la recherche d'un règlement durable pour les crises israélo-palestinienne et libanaise;

(iv) Considérant qu'un règlement durable de ces crises relève en premier lieu de la responsabilité des dirigeants politiques libanais, israéliens et palestiniens;

(1) Adoptée par l'Assemblée le 4 décembre 2007, au cours de sa 7^{ème} séance plénière, sur la base du projet de recommandation amendé.

(v) Reconnaissant le rôle primordial des Etats-Unis dans la recherche d'un règlement durable de la crise israélo-palestinienne;

(vi) Reconnaissant l'importance de soutenir le Quatuor pour le Moyen-Orient en tant que cadre de contact et de décision multilatéral;

(vii) Exprimant son soutien à l'Envoyé spécial du Quatuor pour le Moyen-Orient chargé de l'assistance aux Palestiniens, l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair;

(viii) Regrettant que les Etats membres de l'Union européenne n'aient pas été plus unis face à la guerre au Liban, en 2006;

(ix) Considérant que l'Union européenne aurait pu jouer un rôle accru dans la gestion des crises au Moyen-Orient en conduisant une mission militaire autonome de gestion de crise aux côtés de la FINUL II, comme cela a été le cas pour la République démocratique du Congo (EUFOR RD Congo), en 2006;

(x) Exprimant sa préoccupation devant la persistance du blocage institutionnel au Liban;

(xi) Soutenant les efforts des Etats-Unis visant à réunir une Conférence internationale sur Israël et la Palestine en 2007;

(xii) Considérant que cette Conférence ne peut réussir que si elle réalise des avancées tangibles et des progrès concrets sur la question du statut final des Territoires palestiniens et de leur transformation en un Etat souverain de Palestine;

(xiii) Constatant le rôle important que jouent les forces militaires nationales européennes au sein de la FINUL II, en raison du nombre d'hommes et des capacités opérationnelles déployés;

(xiv) Estimant que cette présence européenne pourrait être plus substantielle si l'effort était mieux réparti entre les 27 Etats membres;

(xv) Considérant qu'à l'UE comme à l'OTAN, l'effort le plus substantiel dans les opérations militaires de gestion des crises revient de manière récurrente à un nombre restreint d'Etats membres, ce qui crée des problèmes de suremplei, d'usure plus marquée des hommes et des matériels et des dépenses nationales plus élevées, en l'absence d'un mécanisme de financement commun, européen ou transatlantique, des opérations;

(xvi) Soutenant les efforts de l'Union européenne pour mettre sur pied des capacités militaires autonomes de gestion des crises, avec le recours facultatif aux capacités de commandement, contrôle et planification de l'OTAN, dans le cadre des Accords « Berlin plus »;

(xvii) Considérant que ce processus de renforcement des capacités militaires européennes est à juste titre accompagné par un processus de renforcement des capacités civiles, humanitaires, d'assistance à la sécurité et à l'Etat de droit;

(xviii) Considérant cependant que l'Union européenne ne pourra devenir un acteur international autonome, partenaire sur un pied d'égalité avec les Etats-Unis et d'autres centres du pouvoir internationaux, que si l'Union se dote pleinement des moyens politiques et militaires nécessaires à la planification, conduite et exécution d'opérations de gestion des crises décidées en son sein ou à la demande des Nations unies ou à l'appel d'autres organisations internationales comme l'Union africaine;

(xix) Estimant aussi que le développement des capacités militaires autonomes européennes implique la recherche d'un socle commun et harmonisé de doctrines et concepts d'intervention militaire dans la gestion des crises, dont fait partie la question des règles d'engagement des forces (les « caveats » opérationnels);

(xx) Considérant aussi que les aides humanitaires aux populations civiles ont une importance fondamentale dans les

opérations de maintien de la paix et qu'il est donc important qu'elles soient coordonnées par une autorité unique,

RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER LES ETATS DE L'UEO, ENGAGES DANS LA FINUL II, AU LIBAN, ET DANS LES MISSIONS DE L'UNION EUROPEENNE EUPOL COPPS ET EU BAM RAFAH, A:

1. Maintenir leur engagement actuel et être prêts à le renforcer en fonction de l'évolution de la situation en matière de sécurité au Liban et dans les Territoires palestiniens;

2. Envisager le lancement d'une opération civilo-militaire autonome d'assistance à la sécurité dans les Territoires palestiniens pour soutenir et renforcer l'Autorité palestinienne dans le cadre de la mise en oeuvre des décisions prises lors de la Conférence d'Annapolis, en novembre 2007;

3. Mieux coordonner leurs politiques nationales envers le Liban et les Territoires palestiniens de manière à renforcer le rôle de l'Union européenne dans la recherche d'un règlement des crises actuelles, avec l'accord préalable des parties concernées;

4. Veiller à un meilleur équilibre de l'engagement des Etats européens dans les missions militaires de gestion des crises, au Moyen-Orient et dans d'autres régions,

de manière à éviter que certains pays soient plus exposés que d'autres, ce qui crée des tensions nuisibles à l'effort commun;

5. Rechercher des solutions visant à harmoniser autant que possible les règles d'engagement entre les différents contingents nationaux, en sachant clairement que les règles d'engagement communes renforcent l'efficacité opérationnelle de l'action sur le terrain, tout en respectant les mandats imposés par les parlements nationaux dans certains Etats européens;

6. Veiller, chaque fois que ce sera possible dans les opérations de maintien de la paix, à ce que les responsabilités civiles et militaires soient unifiées sous le contrôle d'un Chef de mission qui devra coordonner, à travers une cellule de coopération civile et militaire (CIMIC – Civil-Military Cooperation), les activités des organisations civiles internationales, telles que celles relevant de l'ONU et d'autres organisations, et celles des organisations non gouvernementales (ONG);

7. Tenir l'Assemblée informée des décisions concernant l'engagement des forces européennes au Liban, dans la FINUL II, et des personnels présents dans les missions EUPOL COPPS et EU BAM Rafah de l'Union européenne dans les Territoires palestiniens, ainsi que les objectifs poursuivis par ces différentes missions et les moyens mis en oeuvre à cet effet.

N. B. Traduzione non ufficialeRaccomandazione n. 810 ⁽¹⁾

L'Europa e le missioni di mantenimento della pace in Medio Oriente

L'ASSEMBLEA,

(i) esprimendo il suo pieno sostegno alle forze nazionali europee impegnate nella Forza di interposizione in Libano (UNIFIL II) schierate sotto il comando delle Nazioni Unite in Libano e nel Mediterraneo;

(ii) esprimendo altresì il suo completo sostegno al personale europeo assegnato all'Ufficio di coordinamento dell'Unione europea per il sostegno alla polizia palestinese (EUPOL COPPS) e alla missione di assistenza alla frontiera dell'Unione europea a Rafah (EU BAM Rafah) nei territori sotto l'amministrazione palestinese;

(iii) considerato che l'impegno attivo dell'Unione europea nella gestione delle crisi in Medio Oriente rappresenta un contributo importante alla ricerca di una soluzione duratura per la crisi israelo-palestinese e per quella libanese;

(iv) considerato che una soluzione duratura a queste crisi è prima di tutto responsabilità dei *leader* libanesi, israeliani e palestinesi;

(v) riconoscendo il ruolo fondamentale degli Stati Uniti nella ricerca di una soluzione duratura al conflitto israelo-palestinese;

(vi) riconoscendo inoltre l'importanza di appoggiare il Quartetto per il Medio Oriente quale organo di contatto e di decisione multilaterale;

(vii) esprimendo il suo pieno appoggio all'inviato speciale del Quartetto per il Medio Oriente Tony Blair, incaricato di fornire assistenza ai palestinesi;

(viii) rammaricandosi del fatto che gli Stati membri dell'Unione europea non siano stati maggiormente uniti nella circostanza della guerra in Libano nel 2006;

(ix) considerato che l'Unione europea avrebbe potuto svolgere un ruolo più ampio nella gestione delle crisi in Medio Oriente conducendo una missione militare autonoma di gestione della crisi a fianco della UNIFIL II, come è accaduto nella Repubblica Democratica del Congo (EUFOR RD Congo) nel 2006;

(x) turbata per la persistenza della paralisi istituzionale in Libano;

(xi) sostenendo gli sforzi degli Stati Uniti per organizzare una conferenza internazionale su Israele e Palestina nel 2007;

(xii) considerato che questa conferenza può avere un esito positivo se apporta dei progressi tangibili sulla questione relativa allo status finale dei Ter-

(1) Adottata dall'Assemblea nel corso della settima seduta, il 4 dicembre 2007.

ritori Palestinesi e la loro trasformazione in uno Stato sovrano di Palestina;

(*xiii*) tenendo conto del ruolo importante svolto dalle forze militari nazionali europee nell'UNIFIL II in termini di contributo numerico di soldati e di capacità operative impiegate;

(*xiv*) considerato che questa presenza europea potrebbe essere più consistente se lo sforzo fosse meglio distribuito tra i 27 Stati membri;

(*xv*) considerato che nell'ambito dell'UE e della NATO, lo sforzo più consistente nelle operazioni militari di gestione delle crisi ricade in maniera ricorrente su un numero limitato di Stati membri, conducendo a problemi di sovraimpiego delle truppe, logoramento di uomini e di mezzi e spese nazionali più elevate in assenza di un meccanismo comune di finanziamento delle operazioni a livello europeo o transatlantico;

(*xvi*) sostenendo gli sforzi dell'Unione europea per la costituzione di capacità militari autonome di gestione delle crisi, con il ricorso facoltativo alle capacità di comando, controllo e pianificazione della NATO, nel quadro del pacchetto Berlin Plus;

(*xvii*) considerato che questo processo di rafforzamento delle capacità militari europee è debitamente accompagnato da sforzi volti a consolidare le capacità civili, umanitarie, di assistenza alla sicurezza e allo stato di diritto;

(*xviii*) considerato, tuttavia, che, l'Unione europea potrà diventare un partner e un attore internazionale autonomo al pari degli Stati Uniti e di altri centri di potere internazionali solamente se l'Unione si dota di tutti i mezzi politici e militari necessari alla pianificazione, conduzione ed esecuzione di operazioni di gestione delle crisi, decise su propria iniziativa o su richiesta delle Nazioni Unite o di altre organizzazioni internazionali come l'Unione africana;

(*xix*) considerato inoltre che lo sviluppo delle capacità militari autonome europee implica la ricerca di un fondamento dottrinale e concettuale comune e armonizzato delle operazioni militari per la gestione delle crisi, comprese le regole di ingaggio delle forze (*caveat operativi*);

(*xx*) considerato altresì che gli aiuti umanitari alle popolazioni civili rivestono una importanza fondamentale nel quadro delle operazioni di mantenimento della pace e che quindi è essenziale che siano coordinate da una autorità unica,

RACCOMANDA CHE IL CONSIGLIO INVITI GLI STATI DELL'UEO IMPEGNATI NELLA UNIFIL II IN LIBANO E NELLE MISSIONI DELL'UE EUPOL COPPS E EU BAM RAFAH A:

1. mantenere il loro impegno attuale ed essere pronti a accrescerlo in funzione della evoluzione della situazione in materia di sicurezza in Libano e nei Territori Palestinesi;

2. prevedere il lancio di una operazione civile-militare autonoma di assistenza alla sicurezza nei Territori palestinesi per sostenere e rafforzare l'Autorità palestinese nel quadro dell'attuazione delle decisioni prese in occasione della Conferenza di Annapolis a novembre 2007;

3. migliorare il coordinamento delle loro politiche nazionali riguardo al Libano e ai Territori Palestinesi in maniera tale da rafforzare il ruolo dell'Unione europea nella ricerca di una soluzione alle crisi attuali, con l'accordo preventivo delle parti interessate;

4. raggiungere un miglior equilibrio nel coinvolgimento dei Paesi europei nelle missioni militari di gestione delle crisi nel Medio Oriente e nelle altre regioni, in modo da evitare che alcuni Paesi siano più esposti di altri, dato che questo potrebbe generare tensioni dannose allo sforzo comune;

5. cercare soluzioni per raggiungere il grado più elevato di armonizzazione delle

regole di ingaggio dei diversi contingenti nazionali, essendo assodato che le regole comuni di ingaggio rafforzano l'efficacia operativa dell'azione sul campo, rispettando i mandati imposti dai parlamenti nazionali in alcuni Stati europei;

6. fare in modo che nelle operazioni di mantenimento della pace, ogni volta che ciò sia possibile, le responsabilità civili e militari vengano unificate sotto il controllo di un Capo di Missione che coordini, mediante una cellula di Cooperazione ci-

vile-militare (CIMIC), le attività delle organizzazioni civili internazionali, dipendenti o non dall'ONU, e le attività delle organizzazioni non governative (ONG);

7. Tenere informata l'Assemblea sulle decisioni riguardanti l'impegno delle forze europee in Libano nella UNIFIL II, e del personale presente nelle missioni EUPOL COPPS ed EU BAM Rafah dell'Unione Europea nei territori palestinesi, così come sulle finalità perseguite da queste diverse missioni e sui mezzi impiegati a tale scopo.